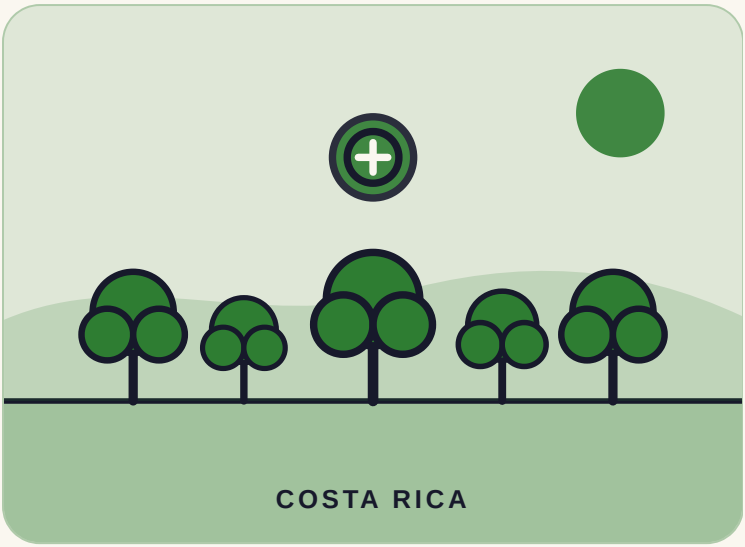

COSTA RICA

Le pays qui a payé pour garder ses arbres

Les forêts du Costa Rica étaient réduites à 21 pour cent du territoire en 1987. Puis le pays a commencé à payer les propriétaires pour les protéger.

OÙ	San José
QUI	Des propriétaires, des responsables et des groupes de protection de la nature du Costa Rica qui ont donné de la valeur à la forêt debout
QUAND	1987 à 2020

4 min de lecture

PREMIER CHAPITRE

L'histoire

Dans les années 1970 et 1980, le Costa Rica avait l'un des taux de perte de forêt les plus élevés du monde. Des terres ont été défrichées pour des ranchs d'élevage et des plantations de bananes. En 1987, la forêt ne couvrait plus que 21 pour cent du pays.

Puis le pays a changé de cap. Il a créé un bureau du gouvernement pour les ressources naturelles et agrandi ses parcs nationaux. En 1987, il a demandé aux écoles d'enseigner la nature aux enfants. Dans les années 1990, un groupe costaricien, Fundecor, a essayé une idée nouvelle. Il a payé des agriculteurs pour qu'ils s'occupent de leur forêt. Un petit essai portant sur 1600 hectares a bien marché.

> **Ce qui a changé entre ces deux chiffres est moins une histoire de conservation qu'une histoire de conception financière.**
>
> E+E LEADER, UN MAGAZINE D'AFFAIRES, SUR LE RETOUR DES FORÊTS DU COSTA RICA

Payer pour ce que donnent les forêts

En 1996, la loi forestière 7575 a rendu l'idée nationale. Elle a créé un fonds, appelé FONAFIFO, pour payer des propriétaires privés afin qu'ils protègent et

agrandissent la forêt. Les paiements portent sur quatre services : stocker du carbone, protéger la faune, réguler l'eau et conserver de beaux paysages.

Les premières demandes sont arrivées en 1997. Depuis, plus de 18 000 familles ont participé, avec plus de 1,3 million d'hectares sous contrat. Environ 7 millions de nouveaux arbres ont été plantés sur des terres privées. En 2004, les règles ont été changées pour aider les petits propriétaires à participer.

21 %

du Costa Rica couvert de forêt en 1987

18 000

familles ont rejoint le programme de paiement

1,3 million

d'hectares ont été sous contrat

Un retour, avec un bémol

La forêt couvre maintenant près de 60 pour cent du pays, dit E+E Leader. De 2002 à 2024, le Costa Rica n'a perdu qu'environ 31 100 hectares de forêt primaire.

À qui revient le mérite ? C'est difficile à dire. Couper la forêt était déjà interdit. D'autres changements ont aussi aidé. Les subventions agricoles ont pris fin, l'élevage a rapporté moins, et le tourisme de nature a grandi. Des chercheurs voient dans les paiements une part importante d'un changement plus large.

L'argent est aussi menacé. Environ 90 pour cent du programme est payé par des taxes sur les carburants. À mesure que plus de gens conduiront des voitures

électriques, cet argent pourrait diminuer.

Le fil des événements

- **1987** La forêt ne couvre que 21 pour cent du Costa Rica.
- **1996** La loi forestière 7575 crée le FONAFIFO et le programme de paiement.
- **1997** Les premières demandes de propriétaires sont acceptées.
- **2004** Les règles sont changées pour aider les petits propriétaires à participer.
- **2020** Le Costa Rica signe un accord de paiement du carbone avec la Banque mondiale.

DEUXIÈME CHAPITRE

Ce qui la rend spéciale

Le Costa Rica n'a pas seulement interdit de couper. Il a payé les gens pour garder les arbres debout, donc une forêt vivante avait de la valeur.

C'est une réussite avec un avertissement. L'argent qui protège la forêt pourrait diminuer.

NOTRE POINT DE VUE

Quand les arbres debout ont valu quelque chose pour ceux qui les possédaient, les forêts ont commencé à revenir.

TROISIÈME CHAPITRE

Ce que nous pouvons apprendre

1 Faites payer le bon choix

Les propriétaires étaient payés pour protéger la forêt, donc garder les arbres avait du sens.

À essayer : Trouvez un moyen de récompenser le comportement que vous voulez, pas seulement de punir l'autre.

2 Testez petit, puis grandissez

Un essai de 1600 hectares a précédé la loi nationale.

À essayer : Essayez une idée avec un petit groupe d'abord. Partagez ce que vous apprenez.

3 Soyez honnête sur le mérite

De nombreux changements ont aidé les forêts, pas seulement les paiements.

À essayer : Quand vous réussissez, nommez aussi les autres choses qui ont aidé.

4 Planifiez l'argent

Les taxes sur les carburants paient l'essentiel du programme, et elles peuvent baisser.

À essayer : Demandez d'où viendra l'argent dans dix ans.

UNE IDÉE À RETENIR

Une forêt revient plus vite quand elle vaut plus debout que coupée.

Sources (en anglais)

SDG16+
Payments to landowners for forest conservation in Costa Rica

E+E Leader
What Costa Rica's Forest Recovery Reveals About Conservation

Wikipedia
Deforestation in Costa Rica

Note de vérification : Les sources s'accordent dans les grandes lignes et diffèrent sur certains chiffres. Le point bas de la couverture forestière : E+E Leader dit que les forêts couvraient 21 pour cent du Costa Rica en 1987 ; SDG16+ dit que vers 1990 il en restait moins de 25 pour cent, contre bien plus de la moitié en 1950 ; Wikipedia dit qu'environ 80 pour cent des forêts du Costa Rica ont disparu depuis la Seconde Guerre mondiale et que le pays avait l'un des pires taux de déforestation d'Amérique centrale dans les années 1990 ; le récit retient les 21 pour cent pour 1987. Les causes (élevage et plantations de bananes) viennent de SDG16+ et de Wikipedia. Le ministère de 1986, le plan d'éducation à l'environnement de 1987, la croissance des parcs nationaux et de l'écotourisme, le gouvernement de 1994 et l'essai de Fundecor sur 1 600 hectares viennent de SDG16+ ; SDG16+ dit que cela a aidé à faire évoluer l'opinion, ce que le récit n'affirme pas ; le chiffre d'environ sept millions d'arbres plantés sur des terres privées vient aussi de SDG16+. La loi forestière 7575 (1996) et le FONAFIFO : SDG16+ et E+E Leader. Ce que la loi interdit diffère : SDG16+ dit qu'elle interdit de transformer des terres forestières publiques en terres non forestières, soit environ 40 pour cent des terres boisées, le FONAFIFO payant les propriétaires des 60 pour cent restants ; le récit dit donc seulement que la loi a créé le fonds pour payer des propriétaires privés. Les quatre services (carbone, biodiversité, eau, paysage) viennent d'E+E Leader ; SDG16+ cite aussi les services. Les demandes à partir de 1997 et la restructuration de 2004 pour aider les petits

propriétaires viennent de SDG16+. La durée des contrats diffère (de cinq à dix ans dans E+E Leader, de cinq à 16 dans SDG16+), donc le récit ne donne aucune durée. Participation : E+E Leader dit plus de 18 000 familles et plus de 1,3 million d'hectares sous contrat actif, avec plus de 524 millions de dollars investis ; le récit retient les deux premiers chiffres. La forêt « près de 60 pour cent aujourd'hui », la perte d'environ 31 100 hectares de 2002 à 2024 (un recul de 2 pour cent), la question du mérite (une analyse de novembre 2025 de Hernández-Blanco et Costanza, dans Ecosystem Services, citée par E+E Leader) et le risque lié à la taxe sur les carburants viennent tous d'E+E Leader ; d'autres rapports donnent un chiffre actuel plus bas (un résumé de recherche mentionnait plus de 53 pour cent en 2010), que nous n'avons pas ouvert. Le fait qu'environ 90 pour cent du programme soit payé par des taxes sur les carburants vient de SDG16+ ; E+E Leader dit 3,5 pour cent des recettes de la taxe sur les carburants et 25 pour cent des redevances sur l'eau. L'accord carbone avec la Banque mondiale signé en décembre 2020 (jusqu'à 60 millions de dollars) vient d'E+E Leader et de SDG16+. La citation est l'argument d'ouverture de l'article d'E+E Leader, un magazine d'affaires ; c'est une opinion, pas un constat. La page du Centre for Public Impact, celle de la Banque mondiale et Courthouse News n'ont pas pu être ouvertes (404 ou 403). Nous n'avons pas vérifié les résultats du programme après 2025. Le repère montre San José, où se trouve le FONAFIFO. Les passages marqués « Notre point de vue » sont des interprétations. Tout le reste provient des sources ci-dessus.